



# Rhône-Alpes Région

**Monsieur François HOLLANDE**  
Président de la République

*Lyon, le 27 novembre 2012*

## **Objet : Abandon du projet d'aéroport Notre-Dame-des-Landes**

Monsieur le Président de la République,

Conseiller régional écologiste en Rhône-Alpes, je suis résolument opposé au projet de plateforme aéroportuaire à Notre-Dame-des-Landes en Pays-de-la-Loire. Comme vous le savez, je suis loin d'être seul à défendre cette position, en témoigne la mobilisation d'ampleur le samedi 17 novembre sur le site et le nombre d'adhérents croissant au Collectif des Elus Doutant de la Pertinence de l'Aéroport (céDpa).

Quand la porte parole du gouvernement affirme que ce projet fait consensus chez les élus, c'est faux ! La démesure du déploiement des forces de l'ordre depuis quelques semaines sur le site du projet, et leur comportement agressif (notamment le week-end du 24-25 novembre) faisant de nombreux blessés, est inacceptable !

A l'occasion de l'élection présidentielle, vous avez convaincu les Français/es de l'impérieuse nécessité du dialogue et de la concertation pour engager le changement. Quelles que soient les résistances à ce projet, vous ne pouvez renier la parole donnée à nos concitoyen/nes.

Dès lors, permettez, Monsieur le Président, de m'étonner que le céDpa n'ait jamais été reçu par un quelconque ministre, ni dans le mandat de Monsieur Sarkozy, ni depuis six mois par votre équipe. Permettez aussi, Monsieur le Président, de regretter que la nomination d'un médiateur ou d'une commission du dialogue ait à ce point tardé. Permettez enfin, Monsieur le Président, de vous rappeler votre engagement de campagne à ne pas lancer de travaux et de ne pas expulser d'agriculteurs avant l'épuisement de tous les recours juridiques.

La destruction d'une vaste zone humide et l'attitude paradoxale de l'Etat qui, d'une part, exige que les élus que nous sommes respectent la loi sur l'eau, mais, d'autre part, s'apprête allègrement à la contourner sur ce site, me laissent dubitatif. C'est pourquoi, plusieurs recours sont engagés et non encore jugés et une pétition a été déposée devant le parlement européen. Le paradoxe est encore plus fort quand sont mis en regard les engagements de notre pays à réduire ses émissions de gaz à effet de serre, ce que vous avez rappelé dans votre discours de la conférence environnementale, et la promotion d'un projet qui les accroît !

Il est fort dommageable pour la qualité et la transparence du débat démocratique dans notre pays qu'aucune réponse de fond n'ait jamais été apportée à l'étude du cabinet européen indépendant d'expertise CE Delft. Cette étude pointe pourtant très clairement les insuffisances du projet de Notre-Dame des Landes et l'opportunité de maintenir la plateforme aéroportuaire actuelle. Nantes-Atlantique répond aux besoins pour les années à venir et la qualité de son service n'est plus à démontrer. L'enquête publique de 2006 a été faite avec des chiffrages de scénarios socio-économiques très contestés et sans alternatives, ne tenant aucun compte du défi climatique. Elle est obsolète.

Téléphone : 04 26 73 40 00  
Télécopie : 04 26 73 42 18

Conseil régional Rhône-Alpes - 1, esplanade François Mitterrand - CS 20033 - 69269 Lyon Cedex 02  
[www.rhonealpes.fr](http://www.rhonealpes.fr)

*Pour venir à la Région, utilisons les transports en commun : Tramway 1 - Bus n° 12-8-91  
Cars du Rhône lignes 105 - 125 - 185 - Arrêt Montrochet / Hôtel de Région*

Par ailleurs, il a été décidé cet été de revisiter le schéma national des infrastructures de transport (SNIT) dont chacun sait qu'il comporte beaucoup de projets insuffisamment justifiés ou non finançables. Pourquoi l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes échapperait-il au travail d'analyse de la commission qui vient d'être mise en place par le ministre des transports ? Cette position est contraire à toute logique.

Président de la République française ou conseiller régional Rhône-Alpes, les Français/es nous confient la même mission : celle de contribuer à l'intérêt général. Nous avons tous le devoir de prendre des décisions en toute connaissance de cause. Aujourd'hui, Monsieur le Président, j'en appelle à votre raison et votre sens du dialogue.

Les annonces faites depuis deux jours par les ministres de l'agriculture, des transports et de l'écologie semblent ouvrir une porte de sortie, malheureusement contredite par d'autres déclarations et par les actes des forces de police sur le terrain. Je vous demande de sortir de cette ambiguïté : la seule façon d'avancer sur ce projet daté, coûteux et contesté par de nombreuses parties de notre société est d'ouvrir enfin une vraie discussion, en commençant par retirer les forces de police sur le site de Notre-Dame-des-Landes.

Naturellement la phase de dialogue qui va s'ouvrir, je l'espère très rapidement, doit se dérouler dans le cadre d'un moratoire des travaux et des expulsions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.